

Unité bi-départementale Eure Orne  
1, avenue Foch CS 50021  
27020 Evreux

Évreux, le 27/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOPREMA**

193 VOIE DU FUTUR  
27100 Val-de-Reuil

Références : 397/23/UBDEO/ERA/DB  
Code AIOT : 0005801398

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement SOPREMA implanté 193 VOIE DU FUTUR 27100 Val-de-Reuil. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de contrôle opéré par l'inspection des installations classées, une visite d'inspection du site exploité par la société SOPREMA était planifiée le jeudi 19 octobre 2023. Compte tenu des enjeux, et de la mise en place du projet X-LOOP, l'inspection a choisi d'orienter cette visite sur le récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/12/2022 et le risque incendie : sprinklage, défense extérieure contre l'incendie, détection automatique d'incendie, zonage ATEX, vérification des installations électriques, risque foudre, chaufferie et étude des flux thermiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPREMA
- 193 VOIE DU FUTUR 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005801398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOPREMA exploite un site de production de membranes d'étanchéité bitumeuses et adhésives employées dans le secteur du bâtiment pour assurer l'étanchéité des infrastructures. Elle exerce également des activités logistiques et exploite une ligne de recyclage nommée X-LOOP. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumise à « autorisation » au titre des rubriques 4801-1 (dépôt de matières bitumineuse), 2791-1 (traitement de déchets non dangereux) et à « déclaration » au titre des rubriques 1510-2c (combustibles sous entrepôt couvert), 2910-A2 (combustion), 2915-2 (fluide de chauffage organique combustible) et 4331-3 (liquides inflammables).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2022,
- le risque incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Récolement de l'APC du 23 décembre 2022	AP Complémentaire du 23/12/2022, article 2	/	Sans objet
5	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 12. Annexe III > 12.	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe III > 13.	/	Sans objet
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe III > 15.	/	Sans objet
8	Chaufferie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 18.1. Annexe III > 18.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 23/12/2022, article 3	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 1.4. II.	/	Sans objet
4	Zonage ATEX	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 3	/	Sans objet
9	Etude de flux thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII > 1. Annexe III > 1.2.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate **des faits susceptibles de suites administratives** :

- l'installation X-LOOP ne dispose pas d'installation d'extinction automatique au CO2 aux points dangereux des lignes de production comme prévu par l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022. Elle dispose cependant d'un sprinklage. Il convient de demander la modification de cet arrêté,
- des locaux relevant du périmètre de la rubrique ICPE 1510 ne disposent pas d'une détection automatique d'incendie,
- des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ne sont pas applicables aux locaux de type chapiteau. Il convient de demander des dérogations,
- l'exploitant ne dispose pas du rapport de vérification du poteau incendie situé sur la voie publique,
- les constats de l'inspection ne permettent pas de justifier de la couverture des besoins en eaux de lutte contre l'incendie (calcul D9),
- les constats de l'inspection ne permettent pas de justifier de la conformité du système de protection contre la foudre,
- l'exploitant ne dispose pas du rapport de vérification du système de détection gaz de la chaufferie.

L'inspection émet **des observations** :

- une modification mineure sera à apporter aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 à l'occasion d'une prochaine mise à jour (« E » → « DC »),
- le volume associé à la rubrique 1510 sera contrôlé de manière approfondie à l'occasion d'une prochaine visite,
- l'exploitant doit identifier les travaux de mise en conformité des installations électriques prioritaires et poursuivre les travaux de remédiations,
- l'exploitant doit reboucher les trous du mur de la chaufferie immédiatement à l'issue des travaux afin d'assurer la continuité du degré coupe feu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/12/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> La situation administrative de l'établissement est définie par : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/07/2001,</li><li>• le récépissé de fonctionnement au bénéfice des droits acquis n°D-17-E1-627 du 09/08/2017,</li><li>• demande de bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 1510 du 30/12/2021,</li><li>• l'arrêté préfectoral complémentaire UBDEO.ERA/22/120 du 23/12/2022.</li></ul> Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4801-1, A, dépôt de matières bitumineuses, 12 800 t,</li><li>• 2791-1, A, traitement de déchets non dangereux, 48 t/j,</li><li>• 1510-2c, DC, stockage de combustible sous entrepôts couverts, 48 800 m3, 2000 t,</li><li>• 2661-1b, E, transformation de polymères, 20 t/j,</li><li>• 2910-A2, DC, installation de combustion, 2.8 MW,</li><li>• 2915-2, D, chauffage utilisant comme fluide un corps organique combustible, 1500 l,</li><li>• 4331-3, DC, stockage de liquides inflammables de cat. 2 ou 3, 95 t</li></ul>
<b>Constats :</b> La situation administrative de l'établissement a été actualisée via l'arrêté préfectoral complémentaire n°UBDEO/ERA/22/120 du 23/12/2022. L'exploitant a communiqué un plan actualisé afin de justifier du volume des entrepôts couverts associées à la rubrique 1510. Le temps imparti à la visite n'a pas permis de contrôler de manière approfondie le volume associé à la rubrique 1510 (notamment en ce qui concerne le compartimentage entre les halls de production et les bâtiments couverts dédiés au stockage de matières combustibles). L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 contient une coquille au niveau de la rubrique 1510-2c. Il mentionne un régime "E" alors que l'installation relève du régime de déclaration contrôlée. Néanmoins la rubrique (1510-2c) et le volume (48 800 m3) ne prêtent pas à confusion. → Les constatations effectuées lors de la visite (consultation de l'état des stocks, plans des installations et visites des installations) n'ont pas mis en évidence d'anomalie tant sur la nature que sur le volume des activités.
<b>Observations :</b> -> Une modification mineure sera à apporter aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2022 à l'occasion d'une prochaine mise à jour (« E »-> »DC »). -> L'inspection propose de contrôler de manière approfondie le volume associé à la rubrique ICPE 1510 à l'occasion d'une prochaine visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/12/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Récolement de l'APC du 23 décembre 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux données techniques contenus dans le dossier déposé le 11 août 2022 et complété le 18 août 2022. Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des écrans thermiques sont installés entre chaque zone de stockage de membranes bitumineuses et l'installation X-Loop,</li> <li>• des écrans thermiques sont installés sur les trois côtés de la rétention de la cuve de stockage du bitume recyclé,</li> <li>• un automate, un réseau de communication et un système d'arrêt d'urgence automatisé assurent des fonctions préventives de sécurité,</li> <li>• l'installation X-Loop est sprinklée. Elle est équipée de RIA, d'extincteurs adaptés et dispose d'installations d'extinction automatique au CO2 aux points dangereux des lignes de production.</li> </ul> <p>La cuve de stockage de bitume recyclé d'un volume de 25 m<sup>3</sup> est entourée d'une rétention de 37 m<sup>2</sup> (1 m de hauteur).</p> <p>Le chauffage du process fait via une huile thermique réchauffée à l'aide de 2 chaudières électriques.</p> <p>Des écrans thermiques doivent être installés entre chaque zone de stockage de membranes bitumineuses et l'installation X-Loop.</p> <p>Les flux thermiques liés à l'incendie des déchets de membranes bitumineuses ne sortent pas des limites du site.</p> <p>Le risque d'explosion au niveau des déchets de membranes bitumineuses est nul.</p> <p>Le risque de pollution de pollution au droit de la cuve de stockage du bitume recyclé est négligeable.</p> <p>Des écrans thermiques doivent être installés sur 3 côtés de la rétention.</p> <p>Les flux thermiques liés à l'incendie du bitume recyclé ne sortent pas des limites du site.</p> <p>Les quantités de produits présents dans l'installation seront limitées.</p> <p>Un automate, un réseau de communication et un système d'arrêt d'urgence automatisé assureront des fonctions préventives de sécurité.</p> <p>L'ensemble de l'équipement X-Loop sera sprinklé.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets à recycler par l'installation X-LOOP sont actuellement stockés à l'extérieur sous chapiteau. Les écrans thermiques associées à chaque zone de stockage des déchets entrants ne sont actuellement pas installés.</p> <p>Des écrans thermiques sont installés sur trois côtés de la cuve de stockage de bitume recyclé. Cette dernière dispose d'une rétention.</p> <p>Un automate et un arrêt d'urgence automatisé assurent les fonctions de sécurité.</p> <p>Le bâtiment HALL 1 dispose d'un sprinklage, d'extincteurs et RIA.</p> <p>Le dossier porter à connaissance relatif à l'installation X-LOOP indiquait au paragraphe II.3.2.b. : « L'établissement dispose : D'installations d'extinction automatique au CO2 aux points dangereux des lignes de production ».</p> <p>L'installation <b>ne dispose pas d'installation d'extinction automatique au CO2 aux points dangereux des lignes de production</b> comme prévu par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2022. Cependant, l'installation X-LOOP <b>dispose d'un réseau sprinklé interne</b>. Il s'agit d'une erreur de retranscription d'une mesure dans l'arrêté du 23 décembre 2022 non détectée au moment de la relecture.</p> <p><b>-&gt; Compte tenu de la présence d'un sprinklage interne, de RIA, d'extincteurs et de fonctions de</b></p>

sécurité associés à l'installation X-LOOP, sous réserve que l'exploitant justifie qu'une installation d'extinction automatique au CO2 n'est pas nécessaire, l'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u> , de porter à la connaissance du préfet de l'Eure les modifications à apporter à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 1.4. II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Annexe II &gt; 1.4. II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance un état des matières stockées. Cet état est mis à jour en temps réel via un logiciel de gestion des stocks. Les fiches de données de sécurité sont disponibles en réseau. Le serveur est délocalisé. Le personnel d'astreinte accède facilement à ces données. L'établissement dispose d'un plan d'opérations interne (POI). Le POI a été établi conjointement avec le SDIS 27. Les échanges avec le SDIS sont réguliers. Le dernier échange date du lundi 16 octobre 2023. L'exploitant a communiqué les procédures permettant d'obtenir rapidement les informations des quantités stockées sur le site en cas d'incendie, pour les organismes demandeurs (DREAL / SDIS).  → Les constatations effectuées lors de la visite (consultation de l'état des stocks et procédures) n'ont pas mis en évidence d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Zonage ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>AM - 31/03/80 - Électricité - Article 3 -</b> 3.1. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente : Les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application. 3.2. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée ; Les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions du paragraphe 3.1, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. 3.3. Dans les emplacements spéciaux définis par l'exploitant où le risque d'explosion est prévenu par des mesures particulières telles la surpression interne, la dilution continue ou l'aspiration à la source, il est admis que le matériel soit de type normal. Dans ce cas, la réalisation et l'exploitation de ces emplacements seront conçues suivant les règles de l'art et de telle manière que toute défaillance des mesures particulières les protégeant implique la mise en œuvre de mesures compensatrices permettant d'éviter les risques d'explosion.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de bien vouloir lui communiquer le zonage ATEX afin de contrôler que les installations électriques sont compatibles avec les zones à atmosphère explosive. L'exploitant a communiqué le zonage ATEX réalisé par la société CNPP (rapport N° R.20.0177 du 16 novembre 2022). L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que la chaufferie ne figure pas dans la liste des zones à atmosphère explosive identifiées. En réponse, l'exploitant a exposé : bien que la société CNPP n'ait pas identifié/retenu la chaufferie dans le zonage ATEX, cette dernière dispose des sécurités requises.  → Les constatations effectuées (zonage ATEX et visite des installations) n'ont pas mis en évidence d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II &gt; 12. Annexe III &gt; 12.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe II &gt; 12. - Détection automatique d'incendie</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p><b>AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe III &gt; 12. - Détection automatique d'incendie</b></p> <p>- présence de la détection automatique d'incendie dans les cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Des bâtiments entrant dans le périmètre de la rubrique ICPE 1510 sont sprinklés. Ils sont couverts par la détection incendie offerte par le système de sprinklage.</p> <p><b>-&gt; L'exploitant stocke des matières combustibles sous des chapiteaux qui ne disposent pas d'une détection automatique d'incendie.</b></p> <p>Au cours de l'inspection, il a été décidé que l'inspection et l'exploitant examineraient, chacun en ce qui le concerne, l'applicabilité des prescriptions ci-dessus aux chapiteaux.</p> <p>Sous réserve que la prescription soit applicable, l'exploitant a estimé à 12 mois maximum le temps nécessaire à la mise en place d'une détection automatique d'incendie.</p> <p><b>Avis de l'exploitant postérieur à la visite d'inspection :</b></p> <p>Au chapitre 12, il est indiqué que la détection incendie permet le compartimentage de la cellule sinistrée, mais non concerné car nous avons une cellule unique par chapiteau et les chapiteaux ne sont pas reliés entre eux comme cela existe dans un bâtiment de stockage.</p> <p>L'annexe Annexe II &gt; 12 de l'arrêté du 11 avril 2017 dispose : « Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. »</p> <p>Pour ces raisons, nous pensons que cette mise en place d'une détection automatique d'incendie par chapiteau constitué d'une cellule unique et qui est dissociée des bâtiments principaux ne s'appliquerait pas.</p> <p>Une dérogation pourrait nous être accordée.</p> <p><b>Avis de l'inspection postérieur à la visite d'inspection :</b></p> <p>Dans sa version 2 de février 2023, le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts</p>

soumis à la rubrique 1510 expose qu'un chapiteau est pourvu d'une toiture, qu'il doit donc être considéré comme une Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage (IPD) lorsqu'il abrite des stockages combustibles.

Les chapiteaux, les structures modulaires mobiles et toute autre structure considérée comme une IPD doivent satisfaire les exigences relatives aux dispositions de l'annexe II, sinon, une demande d'aménagement doit être sollicitée dans les conditions prévues par les articles 3 à 5 de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié.

L'annexe II > 12 de l'arrêté du 11 avril 2017 dispose : « Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées ».

S'agissant d'un chapiteau, une détection associée à une alerte incendie précoce a pour effet de déclencher une intervention précoce des équipes d'intervention et de réduire les conséquences d'un incendie (effets thermiques, effets dominos, pollution, besoins en eaux de lutte contre l'incendie...).

L'inspection propose d'élargir la réflexion à tous les bâtiments qui relèvent de la rubrique 1510 et qui ne sont pas couverts par une détection automatique d'incendie.

Une détection automatique d'incendie sera sans effet sur le compartimentage. Il convient de solliciter auprès du préfet de l'Eure l'aménagement de la prescription.

En outre, d'autres prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ne peuvent être satisfaites (par exemple au sein d'un chapiteau) et nécessitent d'être aménagées : compartimentage, dispositions constructives, désenfumage...

**-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de :**

- **décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, sous 12 mois maximum, à doter les locaux relevant du périmètre de la rubrique ICPE 1510 d'une détection automatique d'incendie,**
- **d'analyser la conformité des locaux aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de solliciter auprès du préfet de l'Eure des aménagements à apporter à l'arrêté préfectoral d'autorisation lorsque des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ne peuvent être satisfaites (par exemple en ce qui concerne les chapiteaux) : compartimentage, dispositions constructives, désenfumage...**

**Observations :**

**-> L'inspection propose de contrôler de manière approfondie les rapports de vérification des systèmes de détection automatique incendie à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe III > 13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe III &gt; 13. - Moyens de lutte contre l'incendie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence des moyens de lutte contre l'incendie et respect de leurs règles d'implantation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• présentation de la justification de la disponibilité effective des débits d'eau et du volume de la réserve d'eau, le cas échéant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>• le cas échéant, présentation des derniers rapports d'entretien et de vérification des systèmes d'extinction automatique d'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Défense extérieure contre l'incendie</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le calcul D9 (rapport CNPP N° R.21.0316 du 23/12/2021). Le besoin en débit est de 90 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant a communiqué les résultats de 2021 portant sur la vérification de 2 poteaux incendie situés sur le site (55 et 38 m<sup>3</sup>/h).</p> <p>Les résultats ne sont pas conformes dans le sens où ils n'atteignent pas le débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant suspecte que le débit de ces deux poteaux incendie s'écroule lorsqu'ils sont utilisés simultanément.</p> <p>L'exploitant est en attente des résultats des tests effectués par la mairie/EPCI sur le poteau incendie situé sur la voie publique.</p> <p>Le disconnecteur situé à l'entrée du réseau d'eau de l'établissement est défaillant. Son changement est programmé. Cela devrait provoquer une augmentation des débits. Une mesure des débits sera effectuée à l'issue du changement du disconnecteur.</p> <p>En fonction du résultat, l'exploitant projette l'installation d'une citerne souple de 120 m<sup>3</sup> et de la réalisation d'une étude de flux thermiques afin de déterminer l'emplacement idéal afin que la citerne et l'aire de stationnement des services d'incendie de secours ne soient pas exposés à des flux thermiques supérieurs à 3 kW/m<sup>2</sup> (seuil des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine). Cette étude est nécessaire du fait qu'un bardage extérieur a été posé sur les citernes de stockage de bitume. Elle viendrait conforter l'atténuation des flux thermiques.</p> <p><b>-&gt; Les débits des poteaux incendie sont insuffisants pour atteindre le besoin en eau de lutte contre l'incendie (calcul D9). L'exploitant a engagé un plan d'actions.</b></p> <p><b>-&gt; L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u>, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, <u>sous 3 mois maximum</u>, à couvrir et justifier des besoins en eaux de lutte contre l'incendie.</b></p> <p><b>Sprinklage</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle du sprinklage (Q1 - N° rapport 23144666 - 31/01/2023).</p> <p>Ce rapport comporte des observations et une non-conformité au référentiel APSAD : 27/01/23-HALL n°2 - Le dessous de la nouvelle passerelle installée proximité malaxeur 6 et 7 n'est pas protégé 3X1mètre".</p> <p>L'exploitant a exposé que la non-conformité a fait l'objet d'une prise en compte et d'une commande en date du 9 et 10 octobre 2023.</p> <p>L'exploitant a exposé que les contrôles hebdomadaires sont effectués par la société Sécuritas.</p>

<p>Au cours de la visite, l'inspection a contrôlé par échantillonnage que les résultats du niveau d'eau et de gasoil sont bien reportés dans le rapport de contrôle hebdomadaire.</p> <p>-&gt; L'inspection constate que la non-conformité portant sur le système sprinklage est prise en compte par l'exploitant.</p> <p><b>Réseau incendie armé (RIA)</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle des RIA du 21 février 2023.</p> <p>L'exploitant a exposé que les non-conformités ont fait l'objet d'une prise en compte.</p> <p>Il a ajouté qu'en vieillissant, les diffuseurs des RIA deviennent cassants.</p> <p>En prévention, l'exploitant a commandé et stocké plusieurs diffuseurs.</p> <p>-&gt; L'inspection constate que les non-conformités portant sur le réseau incendie armé (RIA) sont prises en compte par l'exploitant.</p> <p><b>Extincteurs</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle des extincteurs du 9 mars 2023.</p> <p>→ Ce rapport ne fait pas apparaître d'anomalie.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

## N° 7 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe III > 15.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe III &gt; 15. - Installations électriques et équipements métalliques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>présentation des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées ;</li> <li>présence, lorsqu'il est requis, d'un interrupteur central ;</li> <li>vérification de la présence du compartimentage prévu pour les locaux où sont situés les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li> <li>présence du ou des parafoudres et paratonnerres requis et vérifiés en application de l'arrêté du 4 octobre 2010 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p><b>Installations électriques</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport de vérification des installations électriques Apave n° 2226128-001-1 du 26/06/2023.</p> <p>Dans ce rapport, l'inspection a constaté 11 observations récurrentes, le fait que le rapport mentionne que le zonage ATEX n'a pas été communiqué au vérificateur ou que ce dernier est incomplet, et que cela n'a pas permis au vérificateur de mener complètement à bien sa mission.</p> <p>En réponse, l'exploitant a exposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le zonage ATEX a été communiqué au vérificateur,</li> <li>une mise au point sera effectuée avec la société en charge des vérifications afin qu'elle acte la prise en compte du zonage ATEX,</li> <li>des travaux importants visant à solder les observations ont été réalisés entre 2022 et 2023,</li> <li>le nombre d'observations est passé de « 95 » à « 19 » entre 2022 et 2023,</li> <li>bien que soldées, des observations sont réapparues dans le dernier rapport en tant que « non soldées »,</li> <li>des observations « non soldées » portent sur l'identification d'armoires électriques,</li> <li>des interconnexions de « terre » restent à réaliser. Les travaux sont identifiés. Une priorité</li> </ul>

est affectée en fonction de la puissance des appareils.

### Protection contre la foudre

L'exploitant a présenté en séance le dernier rapport de vérification des installations de protection contre la foudre (2022).

Il préconisait la mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF) au regard des nouvelles installations (X-LOOP).

La mise à jour de l'ARF a été réalisée le 4 mai 2023. Le rapport conclut à l'absence d'un besoin de modification des installations de protection contre la foudre.

Le rapport de 2022 exposait également quelques écarts.

Le contrôle des installations de protection contre la foudre a été réalisé récemment (septembre 2023).

Le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre (2023) n'est pas disponible.

**-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum à compter de la réception du rapport de vérification de la foudre de 2023, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, sous 3 mois maximum, à résoudre les écarts potentiellement identifiés.**

### Observations :

**-> Au regard des arguments de l'exploitant, l'inspection demande à l'exploitant d'identifier les travaux de mise en conformité des installations électriques prioritaires et de poursuivre les travaux de remédiations.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 8 : Chauffage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 18.1. Annexe III > 18.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Chauffage

### Prescription contrôlée :

#### AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe II > 18.1. - Chauffage

S'il existe une chaufferie, celle-ci est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt ou isolé par une paroi au moins REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

#### AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe III > 18. - Chauffage

- vérification que la chaufferie est à l'extérieur de l'entrepôt ou présentation de la preuve que le mur séparatif est au moins REI 120 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- vérification de la présence d'une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- vérification de la présence d'un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- vérification de la présence du dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou d'un autre système d'alerte d'efficacité équivalente ;
- en cas de présence d'aérothermes à gaz, vérification de la présence d'un dispositif de pro-

tection contre les chocs.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La chaufferie est dotée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de capteurs de détection gaz (CH<sub>4</sub>),</li> <li>• d'une vanne extérieure de coupure de l'alimentation en gaz,</li> <li>• de plusieurs dispositifs extérieurs de coupure l'alimentation électrique,</li> <li>• d'un dispositif sonore d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs.</li> </ul> <p>Le temps imparti à la visite d'inspection n'a pas permis de contrôler les prescriptions relatives aux aérothermes.</p> <p>L'exploitant ne dispose d'un rapport de vérification du système de détection gaz de la chaufferie et des asservissements associés.</p> <p>L'exploitant informe de travaux en cours portant sur le mur REI 120 affectant le degré coupe-feu 2 h. Le rebouchage des trous est planifié.</p> <p><b>-&gt; L'inspection propose de demander à l'exploitant, <u>sous 1 mois maximum</u> de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, <u>sous 3 mois maximum</u>, à contrôler le système de détection de gaz de la chaufferie et des asservissements associés.</b></p> <p><b>Observations :</b></p> <p><b>-&gt; L'inspection demande à l'exploitant de reboucher les trous du mur de la chaufferie <u>immédiatement à l'issue des travaux</u> afin d'assurer la continuité du degré coupe feu.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 9 : Étude de flux thermiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII > 1. Annexe III > 1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de flux thermiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe III &gt; 1.2. - Contenu du dossier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence de l'étude de flux thermique, le cas échéant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</li> </ul> <p><b>AM - 11/04/17 - 1510 D - Annexe VIII &gt; 1. - Etude des effets thermiques</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance une étude de flux thermiques réalisée en 2018.</p> <p>Cette étude a été complétée par une étude de flux thermiques n°CR 21 12943 du 14 mars 2022.</p> <p>Elle est consécutive au stockage de matières combustibles et de produits inflammables à l'est du</p>

site.

L'exploitant a exposé :

- consécutivement à cette dernière étude, des mesures ont été prises,
- des murs ont été rehaussés,
- un bardage a été mis en place,
- les travaux ont permis de réduire la portée des flux thermiques et les effets dominos,
- les études de flux thermiques démontrent l'absence de flux sortants.

Consécutivement au bardage de la zone où sont entreposées des citernes de bitumes, une étude de flux thermiques est commandée afin de déterminer l'emplacement d'une citerne souple et d'une aire de stationnement des services d'incendie et de secours.

→ Les constatations effectuées lors de la visite (études de flux thermiques) n'ont pas mis en évidence d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet